

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 10250

Numéro SIREN : 843 751 140

Nom ou dénomination : 2JB

Ce dépôt a été enregistré le 26/04/2022 sous le numéro de dépôt 17904

2JB  
Société par Actions Simplifiée  
Au capital de 1000,00 Euros  
Siège Social : 71 BOULEVARD DE VALMY  
92700 COLOMBES  
RCS NANTERRE : 843 751 140

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 14/04/2022

L'an deux mille vingt-deux  
Et le Quatorze février à 15 heures,

Les associés de la société 2JB Société par Actions Simplifiée au capital de 1000,00 euros, dont le siège social est au 71 BOULEVARD DE VALMY 92700 COLOMBES se sont réunis en audit siège en Assemblée Générale Extraordinaire, sur convocation de la présidence.

Sont présent :

- Monsieur HANNA Wadié, président sortant et cédant de 450 Actions sociales numérotée de 01 à 450 Actions
- Madame HANNA EP ROUMAN Amany , Nouveau président et cessionnaire de 450 Actions sociales numérotée de 01 à 450 Actions .
- Monsieur HANNA Majdi associé possédant 550 Action sociale numérotée de 451 à 1000 Actions

Il est indiqué que Madame HANNA EP ROUMAN Amany , présent à l'assemblée, se porte acquéreur de 450 actions de la Société aux termes d'une cession d'actions social qui est intervenue au cours de la présente assemblée.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur HANNA Wadié , président de la société.

Le président dépose sur le bureau les documents suivant :

- Les copies des lettres de convocation,
- Le rapport de la présidence,
- Le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée,

La Présidente déclare que tous les documents prescrit par l'article R223-19 du Code de commerce ont été adressés à l'associé unique en même temps que la convocation et tenus à sa disposition eu siège social pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'assemblée.

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.  
Puis la Présidente rappelle que l'assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Agrément de la cession des actions sociales
- Rajout d'activité
- Modification corrélative des statuts,
- Changement de président,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités,

Puis le Président donne lecture du rapport de la présidence et ouvre la discussion.

Diverses observations sont échangées et personne ne demandant plus la parole, la Présidente met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

PREMIÈRE RÉOLUTION

La collectivité des associés, conformément à la loi et aux statuts, décide d'agréer la cession des actions sociales qui est intervenu entre la CEDANTE et les CESSIONNAIRES , déclare agréer celle-ci.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

La cession des actions étant intervenue entre le CEDANT et la CESSIONNAIRE , le président, ayant constaté que tous les associés sont présents, déclare que la séance peut reprendre.

DEUXIÈME RÉOLUTION

À la suite du changement de président et la cession d'actions intervenue entre le CEDANT et le CESSIONNAIRE, et le rajout d'activité le président décide de mettre à jour les statuts et l'objet sociale.

En conséquence, l'assemblée modifie l'article 2. 7 et 17 des statuts de la manière suivante :

## ARTICLE – 2 OBJET

La société a pour objet les activités suivants en France :

- Travaux de peinture intérieure et extérieure, peinture, petite maçonnerie
- Nettoyage des locaux, les bureaux les centres commerciaux et les particuliers.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## Article 7 – CAPITAL SOCIAL :

Après la signature de la cession de parts entre le CÉDANT et le CESSIONNAIRE

Le capital social est fixé à la somme de 1000.00 euros, divisé en 1000 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune, libérée à hauteur de 100%, toutes de même catégorie.

- Madame HANNA EP ROUMAN Amany propriétaire de 450 Actions numérotées de 01 à 450 actions

--Monsieur HANNA Majdi propriétaire de 550 Actions numérotées de 451 à 1000 actions

Soit Total : 1000 Actions sociales

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## TROISIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale des Associés accepte la démission, de Monsieur HANNA WADIE pour des raisons personnelles de ses fonctions de président à compter de ce jour le 14/04/2022.

L'Assemblée Générale des Associés la remercie et lui donne quitus de sa gestion.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## QUATRIEME RÉOLUTION

En conséquence de la précédente décision, l'Assemblée décide de modifier l'Article 17 des statuts qui devient :

### Article 17 - NOMINATION DU PRÉSIDENT :

- **Madame HANNA EP ROUMAN Amany** Né le 21/05/1986 à Menia (EGYPTE) De nationalité Egyptienne,  
Demeurant au 71 BOULEVARD DE VALMY 92700 COLOMBES

Est nommé en qualité de présidente compter de ce jour le 14/04/2022 et pour une durée illimitée et sa rémunération sera fixée ultérieurement.

-Madame HANNA EP ROUMAN Amany, déclare que rien ne s'oppose à cette nomination et accepte les fonctions de présidente qui viennent de lui être confiées.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Aucune autre question n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à dix-neuf heures dix.

## CINQUIEME RÉOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la Présidente déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par la présidente et les associés.

Fait à Colombe le, 14/04/2022

Président sortant

Monsieur HANNA Wadie



Le nouveau président

Madame HANNA EP ROUMAN Amany

l'associé

Monsieur HANNA MAJDI



**SAS 2JB**  
*Société par Actions Simplifiée*  
*Au capital de 1000.00€*  
*Siège Social 71 BOULEVARD DE VALMY*  
*92700 COLOMBES*  
*RCS NANTERRE : 843 751 140*

**STATUTS**  
*MISE A JOUR LE 14/04/2022*

Les soussignés :

- **Monsieur ROUMAN Magdi** Né le 30/ 05/ 1971 à MENIA (EGYPTE) Nationalité Égyptienne  
Demeurant au 71, boulevard de VALMY - 92700 COLOMBES

- **Madame HANNA EP ROUMAN Amany** Né le 21/05/1986 à Menia (EGYPTE) De nationalité Egyptienne,  
Demeurant au 71 BOULEVARD DE VALMY  
92700 COLOMBES

A etabli ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée qu'il a décidé d'instituer :

Amany

#### ARTICLE 1 - FORME

La société est une Société par Actions Simplifiée. Elle est régie par les dispositions du Livre deuxième du Code de commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

#### ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet les activités suivantes en France:

- Travaux de peinture intérieure et extérieure, petite maçonnerie
- Nettoyage des locaux, les bureaux, les centres commerciaux et les particuliers

#### ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : **ZJB**

#### ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

*le siège social est fixé : 71 BOULEVARD DE VALMY 92700 COLOMBES*

Il pourra être transféré en un autre lieu sur décision de l'assemblée des actionnaires.

#### ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à **quatre vingt-dix-neuf ans**, qui commenceront à courir à compter de son immatriculation au Registre du Commerce, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

#### ARTICLE 6 - APPORTS

« Les fonds correspondant aux apports en numéraire de la société en création ont été déposés auprès de l'office notarial de Maître Quentin Fouez, Notaire à PONT-AUDEMER (27500), 1 place Maréchal Gallieni »

Le(s) soussigné(s) font apport à la Société, savoir :

##### I – Apports en Numéraire

Monsieur ROUMAN Magdi

Apport en Numéraire de 550 Euros

Madame HANNA EP ROUMAN Amany

Apport en Numéraire de 450 Euros

Soit un apport en Numéraire de 1000.00Euros

**Les parts sociales représentant ces apports en numéraires sont libérées à hauteur de 100% de leur valeur.**

Elle sera retirée par le président de la société ou son mandataire sur présentation du certificat délivré par le greffier du tribunal de commerce du lieu du siège social attestant l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis).

#### ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital est ainsi fixé à la somme de milles euros (1000.00€) divisé en milles (1000) Actions de un euros (1.00€) chacune, libérées à concurrence de 100 % ,

soit la somme de 1000.00Euro a été déposée au nom de la société en formation .

**Les Actions représentant ces apports en numéraires sont libérées à hauteur de 100% de leur valeur soit 1000.00 euros.**

et Suite à la cession des actions intervenue le 18/02/2022 la répartition des actions est attribuées à chacun d'eux à proportion de leurs apports respectifs soit :

- **Madame HANNA EP ROUMAN Amany** 450 Actions numérotée de 01 à 450 soit 45% du capital sociale
- **Monsieur ROUMAN Magdi** 550 Actions Numérotée de 451 à 1000 soit 55% du capital Sociale.

Soit au total..... **1000 Actions**

Les soussignés déclarant expressément que ces actions ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée et libérées comme indiqué ci-dessus.

H-A

R.M

## ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Le capital social pourra être augmenté ou réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés. Toutefois, le capital social ne pourra être réduit à un montant inférieur à celui fixé par la loi.

## ARTICLE 9 - REPRESENTATION DES ACTIONS

Les actions ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque actionnaire résultera des présents statuts et des actes ultérieurs modifiant le capital social ou constatant des cessions régulièrement consenties.

Une copie ou un extrait de ces actes certifié par l'un du président pourra être délivré à chaque actionnaire sur sa demande et à ses frais.

## ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part. Les copropriétaires d'une part indivise, héritiers ou ayants cause d'un associé décédé, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire. A défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de se pourvoir, ainsi que de droit, pour faire désigner par justice un mandataire chargé de représenter tous les copropriétaires.

Les usufruitiers et nus-propriétaires devront également se faire représenter par l'un d'entre eux. A défaut d'entente, la société considérera l'usufruitier comme représentant valablement le nu-propriétaire, quelles que soient les décisions à prendre.

## ARTICLE 11 - DROITS DES ACTIONS

Chaque action confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre d'actions existantes, dans les bénéfices de la société et dans l'actif social.

## ARTICLE 12 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

Toutefois, il est rappelé qu'en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens, le Tribunal de Commerce pourra décider que les dettes sociales seront supportées par le président s ou associés ainsi qu'il est précisé par l'article 54 de la loi du 24 juillet 1966.

## ARTICLE 13 - ADHESION AUX STATUTS

Les droits et obligations attachés aux actions suivent ces dernières, en quelques mains qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

## ARTICLE 14 - CESSIONS DES ACTIONS

Les cessions d'actions doivent être constatées par acte notarié ou sous seing privé.

Elles ne sont opposables à la société qu'après avoir été signifiées à la société par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elles ne sont opposables aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce.

Les actions sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées au conjoint, à un ascendant, à un descendant, ou à des personnes étrangères à la société qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts du capital social et dans les conditions prévues par l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966.

## ARTICLE 15 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Toutefois, le conjoint ou un héritier ne peut devenir associé qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts du capital social.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus dans le délai de trois mois à compter de son refus, d'acquérir ou de faire acquérir les actions à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 5 du Code Civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des actions de cet associé, et de racheter ces actions au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par décision de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social saisi par ordonnance de référé.

A-A

R-M

Les sommes dues porteront intérêt au taux légal en matière commerciale. Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, la cession initialement projetée peut se réaliser.

#### **ARTICLE 16 - NANTISSEMENT DES ACTIONS**

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions dans les conditions prévues à l'article 45, alinéas 1er et 2 de la loi du 24 juillet 1966, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

#### **ARTICLE 17 - NOMINATION DU PRESIDENT**

- Madame **HANNA EP ROUMAN Amany** Né le 21/05/1986 à Menia (EGYPTE) De nationalité Egyptienne,  
Demeurant au 71 BOULEVARD DE VALMY 92700 COLOMBES

Est nommé en qualité de président à compter de ce jour le 14/04/2022 et pour une durée illimitée et sa rémunération sera fixée ultérieurement.

La société est administrée par un ou plusieurs présidents pris parmi les associés ou en dehors d'eux, et nommés par la collectivité des associés.

#### **ARTICLE 18 - DUREE DES FONCTIONS**

La durée des fonctions du président est illimitée.

#### **ARTICLE 19 - POUVOIRS DU PRESIDENT**

Le président a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations dans les limites de l'objet social. En conséquence, le président ou chacun du président a la signature sociale, mais il ne pourra en faire usage que pour les affaires de la société.

#### **ARTICLE 20 - OBLIGATIONS DU PRESIDENT**

Le Président est tenu de consacrer à la société tout le temps et les soins nécessaires à sa bonne marche.

#### **ARTICLE 21 - RESPONSABILITE DU PRESIDENT**

Le président ne contracte, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la société. Il est responsable, conformément au droit commun, soit envers la société, soit envers les tiers des infractions aux dispositions de la loi du 24 juillet 1966 et des lois subséquentes, des violations des présents statuts et des fautes par eux commises dans leur gestion.

#### **ARTICLE 22 - REMUNERATION DU PRESIDENT**

Le président a droit, en rémunération de son travail, et indépendamment de ses frais de représentation, voyages et déplacements, à un salaire annuel, fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, à passer par frais généraux.

Le taux et les modalités de ce salaire sont fixés par délibération collective "ordinaire" des associés et maintenus jusqu'à décision contraire.

#### **ARTICLE 23 - CESSATION DES FONCTIONS DE PRESIDENT**

Le président est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social, et par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Le président peuvent résilier ses fonctions, mais seulement à la fin d'un exercice et à charge de prévenir chacune des associés trois mois au moins à l'avance et par lettre recommandée.

#### **ARTICLE 24 - DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LES DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite des associés, dans les conditions prévues par la loi du 24 juillet 1966 et les textes subséquents.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par le président.

#### **ARTICLE 25 - DECISIONS COLLECTIVES "ORDINAIRES"**

Sont dites "ordinaires" les décisions collectives qui n'ont pas pour objet des modifications à apporter aux statuts.

H-A

R-M

Conformément à l'article 59 de la loi du 24 juillet 1966, les décisions ordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée ; ces décisions ne peuvent porter que sur des questions ayant fait l'objet de la première consultation.

#### **ARTICLE 26 - DECISIONS COLLECTIVES "EXTRAORDINAIRES"**

Sont dites "extraordinaires" les décisions collectives qui ont pour objet des modifications à apporter directement ou indirectement aux statuts.

Conformément à l'article 60 de la loi du 24 juillet 1966, les décisions "extraordinaires" ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toutefois, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société. En aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

#### **ARTICLE 27 - DROIT DE CONTROLE DES ASSOCIES**

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège social la délivrance certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants : comptes de résultat, bilans, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices.

#### **ARTICLE 28 - EXERCICE SOCIAL - INVENTAIRE**

L'exercice social commence le **1er Janvier** et finit le **31 Décembre** de chaque année.

Par exception, le 1<sup>er</sup> exercice social cloturera au 31 Décembre 2019.

Il est tenu des écritures des affaires sociales suivant les lois et usages du commerce.

Il doit être établi, à la fin de chaque exercice social, par les soins de la gérance, un compte de résultat, un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire.

#### **ARTICLE 29 - APPROBATION DES COMPTES**

Le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte de résultat, et le bilan établis par les président, sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent, ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée prévue au précédent alinéa.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le président sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

#### **ARTICLE 30 - REPARTITION DES BENEFICES ET DES PERTES**

Les produits de la société constatés par l'inventaire annuel, déduction faite de tous frais généraux et charges sociales de toute nature, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et de toutes réserves ou provisions pour risques commerciaux et industriels décidés par la gérance, constituent des bénéfices nets.

Sur ces bénéfices, il est prélevé successivement :

- cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième ;

- Le solde est réparti à titre de dividende entre les associés président et non président, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la gérance, reporter à nouveau ou affecter à la création de toutes réserves, générales ou spéciales, dont ils déterminent s'il y a lieu l'emploi et la destination, tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices. Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant, sans qu'aucun d'eux puisse en être tenu au-delà du montant de ses actions.

H-A

R-M

### ARTICLE 31 - AVANCES EN COMPTE COURANT - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DU PRÉSIDENT OU ASSOCIÉS

La société peut recevoir de ses associés des fonds en compte courant. Les conditions de fonctionnement de ces comptes sont les suivantes :

- Les intérêts sont limités au montant des intérêts déductibles en matière de B.I.C.
- Le délai de préavis pour le retrait des sommes est de un mois.
- Il est interdit aux président et associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également au conjoint, aux ascendants et descendants, ainsi qu'à toute personne interposée.

Le président présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses président ou associés.

L'assemblée statue sur ce rapport. Le président ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité (article 50).

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le président et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

### ARTICLE 32 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Si les associés décident de nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes, ceux-ci choisis sur la liste visée à l'article 219 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, sont nommés pour une durée de trois exercices. Leurs pouvoirs, leurs fonctions, leurs obligations, leurs responsabilités, leurs révocations et leurs rémunérations sont ceux prévus par la loi du 24 juillet 1966 et les décrets subséquents.

### ARTICLE 33 - CAUSES DE DISSOLUTION

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social, les associés décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

### ARTICLE 34 - LIQUIDATION

A l'arrivée du terme fixé par les statuts ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est faite par le ou les président alors en fonction, ou par un liquidateur nommé par les associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions collectives "ordinaires", le tout sous réserve des articles 266 à 271 du décret du 23 mars 1967.

### ARTICLE 35 - TRANSFORMATION

Les associés pourront décider la transformation de la présente société en société commerciale de toute autre forme, dans les conditions prévues à l'article 69 de la loi du 24 juillet 1966, sans que cette transformation puisse être considérée comme donnant naissance à un être moral nouveau.

### ARTICLE 36 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux du ressort du siège social.

### ARTICLE 37 - PUBLICATIONS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi.

H - A

R-11

**ARTICLE 38 - FRAIS**

Tous les frais concernant la constitution de la présente société seront pris en charge par cette dernière.

Fait à Colombe , le 14/04/2022

Signatures des associés

Signature précédée de la mention :

« *Bon pour acceptation des fonctions de Président* »  
Madame HANNA EP ROUMAN Amany

Amany

Monsieur ROUMAN Magdi (Associé)

MAGdi

**SAS 2JB**  
Société par Actions Simplifiée  
Au capital de 1000.00€  
Siège Social 71 BOULEVARD DE VALMY  
92700 COLOMBES  
RCS NANTERRE : 843 751 140

**LISTE DES SOUSCRIPTEURS D'ACTIONS :**

Libellée	Nombre d'actions souscrites	Montant total des souscriptions	Montant des versements effectués
-- Madame <b>HANNA EP ROUMAN Amany</b> Né le 21/05/1986 à Menia (EGYPTE) De nationalité Egyptienne, Demeurant au 71 BOULEVARD DE VALMY - 92700 COLOMBES	45%	450. €	450€
Monsieur <b>ROUMAN Magdi</b> Né le 30/ 05/ 1971 à MENIA (EGYPTE) DE Nationalité Égyptienne Demeurant au 71, boulevard de VALMY - 92700 COLOMBES	55%	550 €	550 €
<b>TOTAL</b>	100%	1000.00€	1000.00€  Capital Libérées a concurrence de 100%

Certifié exact, sincère et véritable par La Présidente **ROUMAN Amany**  
Associé fondateur et président de la **SAS 2JB**

Fait à Colombe , le 14/04/2022  
En 2 exemplaires

*Amany*

*Magdi*